

# Critique Sociale

numéro 18 - novembre 2011

---

Actualité :

*Créer un nouvel espace démocratique*, p. 1

*Antisocialistes primaires ?*, p. 2

Histoire et théorie :

*Débat sur l'organisation*, p. 3

*Une page oubliée d'Alexandre Blanc (février 1920)*, p. 7

---

## Créer un nouvel espace démocratique

Par les mouvements des « indignés », et maintenant le mouvement « Occupons Wall Street » aux Etats-Unis (depuis mi-septembre), ce qui tente de faire son chemin c'est la création d'un nouvel espace démocratique. Espace au sens physique, par la transformation de vastes lieux urbains en agoras. Mais aussi et surtout, un nouvel espace au sens politique.

Le mouvement réel contre l'ordre capitaliste est peut-être en train de se manifester sous une nouvelle forme, pour le moment de façon incomplète et encore floue et incertaine. Mais tout mouvement spontané, créateur et fécond, passe par une telle phase.



**OccupyWallStreet**

**the only solution is  
WorldRevolution**

En faisant payer aux masses populaires une crise dont elles sont victimes et en aucun cas responsables, le système capitaliste se montre tel qu'en lui-même : son essence inégalitaire, exploitatrice et instable apparaît au grand jour. C'est face à un mode de production mondial que se mène en fait la lutte : une victoire ne pourra advenir que par un mouvement de révolte mondialisé, par la création internationale d'un espace démocratique anticapitaliste, renversant les institutions actuelles qui ne peuvent sortir du carcan qui a provoqué la crise économique actuelle.

La journée mondiale de manifestations du 15 octobre a été un premier pas dans cette voie, même si elle n'a été massivement suivie qu'en Espagne d'où la proposition était partie. On peut regretter que, pour le moment, les manifestations de ce type en France aient été d'ampleur très réduite. L'échec du puissant mouvement de septembre-novembre 2010 contre la réforme des retraites semble peser lourd.

On peut également émettre l'hypothèse que la proximité des élections réduit le recours à l'action directe : manifestations, occupations, etc. Pourtant, si le souhait de « virer Sarkozy » est légitime et nécessaire, se serait s'illusionner que de croire que François Hollande mènerait une politique économique si différente. L'exemple des sociaux-démocrates<sup>1</sup> actuellement au pouvoir en Europe montre bien ce que ferait Hollande s'il était élu.

En se laissant confisquer le débat politique réel, qui est remplacé par un débat de personnes, nous perdrons plusieurs mois pendant lesquels l'action sociale est pourtant indispensable. Attendre mai 2012, ce serait perdre d'avance.

\* \* \*

## Antisocialistes primaires ?

Le processus des « primaires citoyennes » initié par le Parti dit socialiste et le PRG<sup>2</sup> a été manifestement un succès : près de 3 millions de votants les 9 et 16 octobre. Remarquons au passage que voir des ministres UMP courir les plateaux télévisés en répétant – contre l'évidence – que ce serait un échec, nous rappelle le gouffre qu'il y a entre les déclarations de ce gouvernement et la réalité.

Quelles sont les causes de cette réussite ? Il y a d'abord le rejet du président actuel, rejet amplement mérité étant donné la politique désastreuse qu'il mène depuis plus de 4 ans, contre les travailleurs, contre les services publics, contre les acquis sociaux et les droits collectifs. Il y a ensuite un désir de donner son avis, de participer à l'élaboration d'un nouveau choix.

**Je me reconnais dans les valeurs de la Gauche et de la République, dans le projet d'une société de liberté, de fraternité, de laïcité, de justice et de progrès solidaire.**

La déclaration qu'il fallait approuver pour voter aux primaires. L'égalité, valeur essentielle du socialisme, a visiblement été « oubliée ».

Pour notre part, étant pour le socialisme et la démocratie, nous regrettons d'une part qu'aucun des six candidats ne portait une orientation socialiste ; ils proposaient simplement des « aménagements » au capitalisme. D'autre part la démocratie ne peut pas s'incarner dans un individu, quel qu'il soit. Confier le pouvoir à une seule personne n'est pas un processus démocratique.

De la même façon, on nous a annoncé – avec l'élection de Jean-Pierre Bel le 1<sup>er</sup> octobre – que le sénat serait désormais présidé par un socialiste. Si c'était le cas, quelle revanche historique contre cette institution conservatrice ! On pense par exemple à la manifestation du 7 avril 1938, organisée contre le sénat par la Fédération socialiste dirigée par Marceau Pivert.

Le seul souci dans ce tableau c'est que le PS n'est, depuis longtemps, plus socialiste.

---

<sup>1</sup> Nous employons cette appellation courante, même si ceux qu'elle désigne aujourd'hui ne sont ni « sociaux », ni très démocrates...

<sup>2</sup> « Parti radical de gauche », qui n'est en fait ni un parti, ni radical, ni de gauche.

Nous subissons depuis plusieurs années une violente crise mondiale du capitalisme. L'alternative socialiste doit être mise à l'ordre du jour, et il est toujours lamentable de voir un parti qui usurpe le nom de « socialiste » continuer à s'inscrire dans le cadre du mode de production capitaliste. Il ne pourra pas y avoir de résolution de la crise dans le cadre des institutions actuelles, ni dans aucun cadre national : la solution ne pourra venir que d'une intervention directe des masses, comme le montrent les mouvements des « indignés » en Espagne, en Grèce, en Israël, aux Etats-Unis, etc. A la mondialisation capitaliste, doit succéder une mondialisation socialiste faite par et au bénéfice des travailleurs, des chômeurs et des jeunes. Sans internationalisme, il n'y a pas de socialisme.

Ni le socialisme ni la démocratie ne sont solubles dans une élection présidentielle. C'est à la conquête de la démocratie réelle, de la démocratie directe, la démocratie sociale, que nous pouvons maintenant travailler ensemble.

\* \* \*

## Débat sur l'organisation

### La revue est-elle une forme d'organisation ?

Dans le dernier numéro de *Critique sociale*, Marie Xaintrilles publie un article : « Notes à propos du luxemburgisme ». Marie y sort un moment du cadre de la pensée de Rosa Luxemburg, après certes en avoir expliqué les limites, pour exposer un point de vue personnel sur un point précis :

*" On ne trouve pas chez Rosa Luxemburg de condamnation de la forme-Parti – au contraire – mais une condamnation du fonctionnement bureaucratique et, surtout, la critique de la sous-estimation des masses par des « dirigeants » auto-proclamés. Certains luxemburgistes s'attachent donc à la lettre de Luxemburg, et se prononcent pour un parti démocratique. Pour ma part, je fais l'analyse que depuis près d'un siècle la forme-Parti a montré sa faillite. Pensant être fidèle à sa méthode d'analyse, et ayant conscience que cette option est contestable, je ne pense donc pas un parti indispensable, et en aucun cas ne reconnaîtrait à un éventuel parti le moindre rôle dirigeant.*

*Ce constat laisse ouverte la question de nouvelles formes d'organisation permettant l'information, le dialogue et la socialisation, l'éclaircissement théorique, et l'action pratique en période de reflux. Il faut travailler à conserver une cohérence politique, sans cependant créer de conformisme ou d'orthodoxie – qui sont des facteurs d'appauvrissement politique. La revue, ou mieux le réseau de revues, journaux, brochures, me semble donc la formule la mieux adaptée. "*

D'une façon regrettable et que je considère comme à la hussarde, parce qu'elle ne prend pas le soin de l'argumenter et parce que cela ne correspond même pas à la réalité concrète des choix ou non-choix organisationnels du petit nombre de collaborateurs de *Critique sociale*, parce que cela n'a pas été discuté parmi eux alors que l'article, quoique in extremis signé, ne ressemble en rien à une tribune libre et ne peut le devenir peu ou prou qu'a posteriori qu'avec cette réponse, Marie nous dit: « Pour ma part je fais cette analyse ». Soit, mais alors pourquoi la forme Parti a-t-elle fait faillite ? Marie ne nous en dira rien. C'est bien dommage. Ce qu'elle nous dit, c'est juste l'accolement de deux propositions qui ont de quoi surprendre :

*" Pensant être fidèle à sa méthode d'analyse, et ayant conscience que cette option est contestable, je ne pense donc pas un parti indispensable ".*

S'il y a une chose dont je sois sûr, c'est que la « méthode d'analyse » de Rosa Luxemburg n'a jamais consisté à asséner des constats non argumentés, mais qu'au contraire elle prenait un soin particulier

dans toute polémique à développer avec rigueur ses arguments. Plus une option est contestable, plus il faut justement l'appuyer sur une argumentation solide.

La forme Parti serait obsolète ? La dégénérescence du mouvement ouvrier, tant dans ses partis que dans ses syndicats, n'a fait que se creuser du vivant et après la mort de Rosa Luxemburg, cela n'est pas choquant en soi d'être pessimiste en la matière. Le fond du problème n'est pas là, il est : y a-t-il ou non nécessiter de s'organiser ? Il s'agit de savoir si l'on peut militer en renonçant (non seulement dans le contexte immédiat mais ad vitam aeternam) à toute forme organisationnelle, qu'elle s'appelle Parti ou autre chose. Bref, peut-on et doit-on militer seul ou en petit comité ? C'est à l'évidence cette direction que nous indique Marie en nous disant que la " *revue, ou mieux le réseau de revues, journaux, brochures, me semble donc la formule la mieux adaptée.*" L'allusion est transparente: *Critique sociale* serait une forme organisationnelle de substitution au Parti. Même pas "une" forme, mais "la formule la mieux adaptée" ! Pour Marie, c'est sûr. Mais pour tous ?

Personne, en tout cas pas moi, ne reprochera à Marie ses choix non-organisationnels actuels. Mais ce sont les siens, rien que les siens. J'attends qu'elle commence un début d'argumentation pour que sa "formule la mieux adaptée" puisse être aussi "adaptée" à d'autres qu'elle-même, et que la revue qui conviendrait alors en ces termes aux militants "en période de reflux" soit précisément *Critique sociale*.

Pour reprendre le mot de Marie, moi non plus je ne crois pas que la forme Parti soit "indispensable". Je suis saoulé de ces formules toutes faites de groupes, souvent trotskystes, qui concluent invariablement par la nécessité de construire un parti, LE parti. Je suis agacé de ces commentateurs d'extrême gauche qui condamnent les révolutions arabes ou les luttes sociales à l'échec pour la seule et unique raison qu'il n'y a pas ce Parti. Ils récitent leur credo avec une nostalgie mécanique. Mais je crois aussi à la nécessité de chercher de réelles formes d'organisation parce qu'il faut bien militer, et que militer ça n'est pas militer seul, et a fortiori ne pas s'y résoudre. S'organiser pour militer est une nécessité qui s'impose à nous, malgré la faillite du mouvement ouvrier. Faillite malgré tout relative parce qu'elle est avant tout idéologique, un travail d'ampleur complètement dégagé du réformisme et du capitalisme d'Etat restant largement à faire pour reconstruire sur des bases plus solides. Mais reconstruire, c'est s'organiser, ou au moins essayer de le faire. Ce travail, une revue peut y contribuer très utilement sur le plan théorique. Mais est-ce là l'alpha et l'omega du militantisme ? Réduire le militantisme à cela n'est-il pas un effet (il y en a d'autres) de la logique pessimiste de la "période de reflux", comme dit Marie ? Certains appellent ça le capitalisme de la décadence. On est accablé, on n'y croit plus, tout est vain, gardons simplement la flamme.

Je peux comprendre ce découragement. Il n'a rien ni d'étonnant ni d'illégitime. Mais qu'on permette à celles et ceux qui veulent malgré tout continuer de militer au sein de leur classe de le faire, et de le faire pleinement. Pour garder une flamme, une revue suffit peut-être. Mais pour militer, la revue n'est pas une forme d'organisation.

Stéphane Julien.

## Réponse

Sur une question empirique comme celle-là, il n'y a pas de démonstration par A + B qui serait irréfutable. Comme souvent avec les « leçons » de l'histoire, c'est en réalité grandement affaire d'opinion. Je n'ai aucune réticence – et mes notes le signalaient d'ailleurs – à prendre acte de la diversité au sein du « luxemburgisme » sur cette question.

Sans être, ni prétendre être, ni vouloir être un parti, on peut – comme nous l'avons fait – écrire collectivement et diffuser des tracts à la fois en manifestation et hors des manifs, dans ce dernier cas

par exemple pour y appeler tout en critiquant l'orientation des appareils. On peut, et nous le faisons, tout en n'étant qu'une revue, organiser des débats, vendre le présent bulletin en manifestation, etc. C'est insuffisant, mais il n'en reste pas moins que c'est une (petite) forme organisationnelle qui n'est pas partidairer au sens étroit du terme. Donner notre avis, diffuser informations et analyses, et *in fine* s'en remettre au mouvement réel, ça me semble être une forme d'action à poursuivre.

J'ai parlé d'un réseau de revues, adaptées à des temps différents – en particulier celui de l'actualité, qu'en l'état nous couvrons très insuffisamment. Il faudrait avoir les moyens de publier des informations plus nombreuses et plus détaillées sur les luttes en cours, de faire une revue de presse régulière – car des articles intéressants paraissent dans toute une galaxie de revues, bulletins, journaux, etc. En plus de signaler, citer, critiquer ces textes, il faudrait pouvoir faire une véritable revue des livres, là où même des librairies militantes se contentent de copier-coller les 4<sup>e</sup> de couverture.

Nul découragement donc, mais au contraire beaucoup de pain sur la planche. Bien d'autres ont parlé de la revue comme « organisateur collectif » : en fait, comme tout outil, la revue est ce que l'on en fait. Tâchons donc d'être utiles dans nos interventions, aux formes diverses, au sein de la classe travailleuse. Tel est l'essentiel.

Marie Xaintrailles.

### **L'activité militante**

Pour alimenter le débat sur les tâches des militants qui animent *Critique Sociale*, voici un extrait d'un texte écrit par Claude Lefort en 1958. Il s'agit de la dernière partie de « Organisation et parti – Contribution à une discussion », publié dans le n° 26 de la revue *Socialisme ou barbarie*. Cet article, dans son ensemble, est une synthèse puissante de la critique politique du léninisme et de ses « évidences de géomètres », dont je recommande chaudement la lecture (il est repris dans *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, collection TEL, Gallimard, 1979, pages 98 à 113). La dernière partie tire de l'analyse du léninisme et du refus de la « Direction révolutionnaire » quelques propositions pour l'action qui me semblent tout à fait d'actualité. On pourra discuter les termes employés, quelque peu datés, la centralité de la « classe ouvrière » et la subordination des intellectuels, mais l'idée que le journal est une base de travail y est clairement argumentée. À la question de savoir si la revue remplace l'organisation, Lefort semble répondre en posant que « De telles tâches peuvent paraître modestes. En fait, bien menées, elles exigeront un travail considérable. »

Aviv Bor.

« Quelle est donc la conception de l'activité révolutionnaire que quelques camarades et moi-même avons été amenés à défendre. Elle découle de ce que des militants ne sont pas, ne peuvent, ni ne doivent être : une *Direction*. Ils sont une minorité d'éléments actifs, venant de couches sociales diverses, rassemblés en raison d'un accord idéologique profond, et qui s'emploient à *aider* les travailleurs dans leur lutte de classe, à contribuer au développement de cette lutte, à dissiper les mystifications entretenues par la classe et les bureaucraties dominantes, à propager l'idée que les travailleurs, s'ils veulent se défendre, seront mis en demeure de prendre eux-mêmes leurs sort entre leurs mains, de s'organiser eux-mêmes à l'échelle de la société et que c'est cela le socialisme.

Nous sommes convaincus que le rôle de ces éléments est essentiel — du moins qu'il peut et doit le devenir. Les classes exploitées ne forment pas un tout indifférencié : nous le savons, et ce n'est pas les partisans d'une organisation centralisée qui nous l'ont appris. Elles contiennent des éléments plus ou moins actifs, plus ou moins conscients. De la capacité qu'auront les plus actifs à propager des idées et à soutenir des actions révolutionnaires dépend finalement l'avenir du mouvement ouvrier.

Mais parmi ces éléments actifs, certains — et de loin les plus nombreux — tendent à se rassembler au sein des entreprises, sans chercher d'abord à étendre leur action à une plus vaste échelle. Ceux-là trouvent spontanément la forme de leur travail : ils font un petit journal local, ou un bulletin, militent dans une opposition syndicale, ou composent un petit groupe de lutte. D'autres éprouvent le besoin d'élargir leurs horizons, de travailler avec des éléments qui appartiennent à des milieux professionnels et sociaux différents des leurs, d'accorder leur action avec une conception générale de la lutte sociale. Parmi ces derniers se trouvent nombreux — il faut le reconnaître — des camarades qui n'appartiennent pas à un milieu de production et qui ne peuvent donc se rassembler qu'en dehors des entreprises : leur culture constitue donc un apport essentiel au mouvement ouvrier, à condition qu'ils aient une juste représentation de leur rôle qui est de se subordonner à ce mouvement.

L'action de ces derniers éléments ne peut avoir d'autre objectif que de soutenir, d'amplifier, de clarifier celle que mènent les militants ou les groupes d'entreprises. Il s'agit d'apporter à ceux-ci des informations dont ils ne disposent pas, des connaissances qui ne peuvent être obtenues que par un travail collectif, mené hors des entreprises ; il s'agit de les mettre en contact les uns avec les autres, de faire communiquer leurs expériences séparées, des les aider à constituer peu à peu un véritable réseau d'avant-garde.

On peut définir plusieurs moyens qui permettraient dès aujourd'hui de s'orienter vers ces objectifs : par exemple la publication d'un journal. Mais on ne touchera jamais les travailleurs et on ne réussira jamais à les associer à l'entreprise d'un journal si on ne fait pas d'abord la preuve de son sérieux. Si les informations communiquées sont insuffisantes ou précaires, si les expériences mentionnées sont exceptionnelles, si les interprétations sont proposées sont hâtives, les généralisations sommaires, bâties à partir de faits singuliers et épars. En bref, si le journal est fabriqué par un groupe qui n'a que très peu de contact avec des militants d'entreprise, personne ne s'intéressera à ce travail. À un niveau plus modeste, il s'agit d'abord de convaincre des ouvriers, des employés, des petits groupes existant déjà que nous pouvons leur être utiles. Le meilleur moyen est de diffuser à leur intention (sous la forme d'un bulletin sans périodicité régulière) de courtes analyses portant sur la situation actuelle et des informations — si elles ont été obtenues par des moyens hors de leur portée. Nous soulignerons que les journaux d'entreprise peuvent les publier ou les utiliser comme bon leur semble. Nous soulignerons encore que si notre travail les intéresse, celui-ci s'enrichira naturellement des informations et des critiques qu'ils nous communiqueront.

D'autre part, on peut mettre en train quelques analyses sérieuses, concernant le fonctionnement de notre propre société (sur les rapports de production, la bureaucratie en France ou la bureaucratie syndicale). On établirait ainsi une collaboration avec des militants d'entreprise de façon à poser en termes concrets (par les enquêtes sur leur expérience de vie et de travail) le problème de la gestion ouvrière.

De telles tâches peuvent paraître modestes. En fait, bien menées, elles exigeront un travail considérable. L'important est qu'elles soient à la mesure des minorités d'avant-garde et qu'elles permettent d'envisager un développement progressif, c'est-à-dire un développement tel qu'à chaque niveau de réalisation corresponde une extension possible du travail.

En définissant ces objectifs et ces moyens, on définit en même temps les formes d'organisation qui leur correspondent et qui reposent d'abord sur le rejet de la centralisation. L'organisation qui convient à des militants révolutionnaire est nécessairement *souple* : ce n'est pas un grand parti, dirigeant à partir d'organes centraux l'activité d'un réseau de militants. Ce qui ne peut aboutir qu'à faire de la classe ouvrière un instrument ou à la rejeter dans l'indifférence, voire l'hostilité à l'égard du parti prétend la représenter.

Le mouvement ouvrier ne se frayera une voie révolutionnaire qu'en rompant avec la mythologie du parti, pour chercher ses formes d'action dans des noyaux multiples de militants organisant librement leur activité et assurant par leurs contacts, leurs informations, et leurs liaisons non seulement la confrontation mais aussi l'unité des expériences ouvrières. »

Claude Lefort, 1958.

\* \* \*

# Une page oubliée d'Alexandre Blanc

Nous republions ci-dessous un article d'Alexandre Blanc, originellement paru dans *l'Humanité* du 16 février 1920.

A. Blanc (1874-1924), instituteur, syndicaliste et militant socialiste, fut secrétaire de la Fédération du Vaucluse du Parti socialiste SFIO avant 1914. Elu député à plusieurs reprises, il devient en 1915 membre de la minorité socialiste opposée à la guerre. Il participe en avril 1916 à la Conférence internationale de Kienthal, en Suisse, qui regroupe des socialistes internationalistes de divers pays européens. En juin 1916, il est l'un des trois députés socialistes français qui votent contre les crédits de guerre à l'Assemblée nationale. En décembre 1920 il participe à la création du Parti communiste SFIC, lors du Congrès de Tours. Il mourut avant la destruction politique du PC par le stalinisme.

## Ex-camarades

« Ah ! Si l'on récompense un traître qui nous sert,  
On lui voue un mépris suprême ;  
Et puis, mon ennemi, tu le vendis hier ;  
Demain, tu me vendrais moi-même... »  
(Lachambeaudie<sup>3</sup>).

L'affirmation première du poète devrait être conforme à la vérité. Mais il n'en est pas ainsi, en politique. L'homme qui renie ses camarades et trahit son parti, l'homme qui se vend à ses adversaires d'hier est non seulement récompensé, mais encensé par ces mêmes adversaires. Faut-il mettre l'un et les autres sur le même niveau ?

De plus en plus, le métier de renégat devient lucratif. Il devient d'autant plus lucratif qu'il devient plus malpropre. A certains, rien ne répugne pour arriver... et rester.

Les renégats, on les trouve dans tous les partis. C'est dire que le Parti socialiste n'échappe pas au sort commun. Trop souvent il a servi de marchepied à des ambitieux qui avaient besoin de passer par lui pour monter. Une fois en haut, tout en haut, de quel air de mépris ils ont regardé les pauvres naïfs qui avaient eu confiance en eux ! Mais quel air engageant à l'égard de ceux des camarades qu'ils supposaient capables de les imiter ! Signe de tête et geste prometteur !

Surtout que dès qu'un socialiste répudie son organisation ou est répudié par elle – ce qui revient au même – radicaux et conservateurs plus ou moins républicains lui ouvrent les bras et le donnent comme un exemple du meilleur et du plus pratique des socialismes. Pratique, évidemment, si l'on envisage la situation faite à l'intéressé si peu intéressant. La question sociale est d'ores et déjà chose réglée pour lui. Il perd l'honneur, mais il gagne les honneurs et tout ce qui s'en suit. Il ne manquera de rien ; c'est l'essentiel.

Mais que les radicaux et tous les conservateurs plus ou moins républicains se disent bien – et là-dessus, Lachambeaudie ne se trompait plus – que le renégat du Parti socialiste sera un jour le renégat du parti radical ou du parti républicain tout court.

A l'époque où, sous l'égide de Waldeck-Rousseau, M. Millerand<sup>4</sup> gouvernait de compagnie avec Galliffet<sup>5</sup>, les radicaux le félicitaient d'avoir rompu avec les traditions du Parti Socialiste.

<sup>3</sup> Citation extraite de la fable « Le lion et le renard », de Pierre Lachambeaudie (1806-1872). [Note de *Critique Sociale*]

<sup>4</sup> Alexandre Millerand (1859-1943) avait été le premier socialiste à intégrer un gouvernement, celui de Waldeck-Rousseau, en 1899. Il s'ensuivit une large controverse dans l'Internationale socialiste, à laquelle participa Rosa Luxemburg (qui s'opposait à cette participation à un gouvernement bourgeois). Millerand ne cessa d'évoluer vers la droite, et fut ministre de la Guerre en 1914-1915. Au moment de l'écriture de cet article, il dirigeait le gouvernement de droite du « Bloc national ». Il devint Président de la République quelques mois plus tard. [Note de *Critique Sociale*]

<sup>5</sup> Le général Gaston de Galliffet (1830-1909) était l'un des militaires qui avaient réprimé la Commune de Paris de 1871, faisant exécuter de très nombreux communards. Il fut ministre de la Guerre dans le gouvernement Waldeck-Rousseau.

Pourtant, Millerand n'avait peu à peu trahi les socialistes au bénéfice des radicaux qu'afin d'obtenir un portefeuille. Celui-ci perdu, il pouvait, afin d'en obtenir un autre, trahir les radicaux au bénéfice des réactionnaires. Ainsi fit-il, d'ailleurs. Ainsi fit et refit son jumeau Briand<sup>6</sup>. Ainsi font et feront tant de jumeaux à eux deux.

Quand les socialistes, confiants parce que sincères, furent trahis par ces hommes, ils ne le méritaient pas. La seconde trahison, opérée au préjudice des radicaux, les radicaux la méritaient. Car ils connaissaient alors ces hommes. Ils méritaient d'être trahis parce qu'ils avaient encouragé et payé les trahisons précédentes.

C'est toujours pénible, quand ce n'est pas douloureux, de voir l'un des nôtres pour qui, jusqu'alors, on avait de l'estime, sacrifier son parti à ses intérêts personnels. Il est scandaleux – et toutes les colères se justifient – de le voir s'armer de son intelligence, de son talent et de ses moyens gouvernementaux contre la famille où il vécut et qui l'éleva, comme un enfant qu'on gâte.

Douleurs et colères, surtout chez les milliers de militants modestes qui ne se montrent qu'aux heures où il faut du dévouement, ne marchandent jamais ce dévouement et ne demandent rien à personne, rien que la fidélité aux principes.

Le découragement, suivi de l'indifférence, s'ajoutera-t-il aux douleurs et aux colères ? Sans doute que les adversaires en ont l'espoir. Leurs complices – nos frères d'hier – feraient ainsi d'une pierre deux coups. Espérance vaine. Les militants qui se sont dévoués se dévouent pour les idées, et non pour des hommes. Si les hommes partent, les idées restent. Et les idées sont quelque chose de plus que les hommes.

Que le Parti aille de l'avant. Il laissera derrière lui des gens qui n'avaient plus aucun lien avec le Parti, et qui le lâcheront volontairement. Ne nous en plaignons pas. Mieux vaut une situation nette et le lâchage avoué. Ils se le disent, les ex-camarades qui ont fui le socialisme. Ils se le disent, les camarades qui bouclent déjà leurs valises pour les rejoindre. Qu'ils les rejoignent, puisqu'ils tombent d'accord.

Alexandre Blanc.

---

## *Critique Sociale* n° 18, novembre 2011

### *Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité*

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

[www.critique-sociale.info](http://www.critique-sociale.info)

[contact@critique-sociale.info](mailto:contact@critique-sociale.info)

*Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity*  
*Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität*  
*Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlőség – Osszetartás*

---

[Note de *Critique Sociale*]

<sup>6</sup> Aristide Briand (1862-1932) avait d'abord été socialiste et partisan de la grève générale. Après avoir rompu avec le mouvement ouvrier, il fut ministre à de nombreuses reprises puis dirigea plusieurs fois le gouvernement – en particulier pendant la Guerre en 1915-1917. [Note de *Critique Sociale*]